



Partnership
for Aflatoxin
Control in Africa

Partenariat pour
la lutte contre
l'aflatoxine en Afrique

Parceria para o
Controle da
Aflatoxina em África

الشراكة من أجل مكافحة
الافلاتوكسين في أفريقيا

RAPPORT DE SYNTHÈSE DES TRAVAUX DE L'ATELIER DE TRAVAIL REGIONAL SUR LA «MODERNISATION DES CHAINES DE VALEUR DE L'ARACHIDE D'AFRIQUE DE L'OUEST PAR LA REDUCTION DE L'AFLATOXINE »

*Thème : Appel à l'action pour l'amélioration des moyens de subsistance
et des économies*

1 - 2 septembre 2015

Dakar, Sénégal

RESUME

Le problème de l'aflatoxine a été reconnu comme l'un des plus grands défis à la sécurité alimentaire et la nutrition, le commerce et la santé à travers le continent africain. Les aflatoxines sont des toxines hautement cancérigènes qui sont produites par des souches du champignon *Aspergillus flavus* et *A. parasiticus*. Dans la plupart des pays d'Afrique occidentale, l'arachide, une culture importante utilisée sous diverses formes, notamment, comme aliment de base et culture de rente et qui est l'une des cultures les plus sensibles à l'aflatoxine, a été le plus durement touchée. Depuis 1960, la production et les exportations de l'arachide de la région d'Afrique de l'Ouest ont diminué, essentiellement, en raison de la contamination par l'aflatoxine de l'arachide et des produits de l'arachide. Les petits exploitants agricoles sont les plus touchés, en raison de leur forte dépendance de la production d'arachide qui génère 60% des revenus de la population rurale dans un certain nombre de pays de la région.

Le présent rapport est une synthèse de l'atelier de travail régional sur la « modernisation des chaînes de valeur des arachides d'Afrique de l'Ouest par la réduction de l'aflatoxine » tenu à Dakar, au Sénégal, les 1^{er} et 2 septembre 2015, sous le thème " Appel à l'action pour l'amélioration des moyens de subsistance et des économies ». L'atelier a réuni un total de 101 participants, essentiellement, des experts et des responsables politiques des Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), des petites et moyennes entreprises et d'industries alimentaires, des instituts de recherche et des universités, les partenaires au développement, les Communautés économiques régionales (CER), les ministères du commerce, de l'agriculture et de la santé, des organisations paysannes, le secteur privé, la société civile et la Commission de l'Union africaine.

Les objectifs de l'atelier étaient les suivants: 1) partager les perspectives sur l'état du défi de l'aflatoxine dans les chaînes de valeur de l'arachide en Afrique de l'Ouest et les possibilités d'intervention; 2) discuter du paysage de la politique actuelle des Etats ouest-africains en matière de contrôle de l'aflatoxine, la sécurité alimentaire aussi bien que le commerce et identifier les actions pour corriger les lacunes; 3) discuter des pratiques technologiques actuelles pour la prévention et le contrôle de l'aflatoxine et explorer de nouvelles options; 4) examiner et valider le plan d'action de lutte contre les aflatoxines de la CEDEAO en tant qu'étape pour faciliter son adoption dans la région; et 5) identifier de nouvelles opportunités de partenariat et renforcer les existantes entre les parties prenantes nationales, régionales et internationales en matière de gestion de l'aflatoxine et s'accorder sur les stratégies de mobilisation des investissements nécessaires pour soutenir les activités prioritaires. [Le programme de l'atelier est disponible sur le site Web du PACA.](#)

La facilitation de l'atelier était très participative pour favoriser un dialogue ouvert et de partage des connaissances, et permettre la recherche de solutions concertées.

Lors de la première journée et pour préparer le terrain pour des discussions plus approfondies, les participants ont entendu des exposés et discuté de l'histoire et du potentiel de l'industrie de l'arachide en Afrique de l'Ouest, du défi de l'aflatoxine aux opportunités du secteur de l'arachide, de l'intervention et de l'impact économique des aflatoxines en Afrique de l'Ouest sur la base des exemples de la Gambie, du Nigeria et du Sénégal. Les participants ont examiné brièvement les défis et les possibilités pour la réorganisation des chaînes de

valeur de l'arachide en Afrique de l'Ouest, avant d'avoir une discussion approfondie sur les leçons tirées des expériences du secteur privé. Inspirés par plusieurs exemples concrets, les participants ont discuté des opportunités et des défis pour l'engagement du secteur privé dans la chaîne de valeur de l'arachide, dont: le rôle primordial des petits agriculteurs dans la chaîne de valeur de l'arachide en Afrique; les approches réussies pour atténuer l'aflatoxine pour que l'arachide soit appropriée au commerce régional et mondial et sans danger pour la consommation interne; l'utilisation d'alternatives des cultures rejetés et les éléments clés pour encourager les investissements du secteur privé dans les chaînes de valeur de l'arachide en Afrique.

Au cours de la deuxième journée, les participants se sont concentrés sur l'identification des actions nécessaires dans les domaines de la technologie, la politique, les finances et la réorganisation de la chaîne de valeur de l'arachide en Afrique de l'Ouest. Ils ont entendu de brèves présentations techniques avant de se réunir en petits groupes de travail. Les groupes de travail ont identifié une série d'actions clés.

Les actions prioritaires pour la technologie:

- dépistage: fournir des kits de tests rapides abordables et accessibles dans chaque ZAE (zone agro-écologique) dans les pays pour des tests à tous les points critiques de la CV; renforcer les capacités des laboratoires de dépistage; établir des laboratoires / références nationaux et régionaux de dépistage; sensibiliser; établir des O & E aux niveaux national et régional ;
- bonnes pratiques agricoles: Créer une approche holistique et intégrée; établir une chaîne de valeur menée par le secteur privé, centrée sur le programme de gestion de l'aflatoxine; envisager l'épandage aérien, à grande échelle de l'aflasafe (Gambie et Sénégal); développer et déployer des variétés de faible sensibilité ;
- bonnes pratiques de production (BPP) et bonnes pratiques de fabrication (BPF): définir des technologies recommandées (de base - avancées) pour chaque étape du processus (séchage, triage, classement, séparation des produits, stockage et transport); mettre en œuvre les technologies recommandées dans la chaîne de valeur au niveau des pays ;
- décontamination: évaluer l'efficacité de l'argile locale dans la décontamination des graines et de l'huile d'arachide; adopter la technologie de l'ammoniac pour la décontamination des graines d'arachide; rechercher les petites filtrations des capacités et du processus de raffinement pour l'huile d'arachide.

Actions prioritaires en matière de politique:

- développer / mettre à jour des politiques nationales sur la sécurité alimentaire (Politique, législation et cadre institutionnel) ;
- établir un mécanisme d'évaluation des risques et un manuel / guide pour harmoniser les actions dans la région ;
- mettre en place une commission sous un même toit afin de coordonner la sécurité alimentaire dans chaque pays (autorité de sécurité alimentaire) ;
- développer des normes de bonnes procédures opérationnelles (SOP), de codes de pratique et de bonnes pratiques agricoles (BPA) ;

- adopter une politique sur les laboratoires alimentaires nationaux de dépistage (maintenance, incitations, etc.).

Actions prioritaires en matière de Finances

- établir une plate-forme nationale de tous les acteurs de la chaîne de valeur en vue de mobiliser des ressources internes pour contrôler l'aflatoxine dans les pays ;
- organiser une réunion aux niveaux sous-régional et international pour lever des fonds pour le contrôle de l'aflatoxine ;
- développer la sensibilisation ;
- concevoir un projet régional de chaîne de valeur de l'arachide avec des acteurs régionaux et internationaux du secteur privé ;
- améliorer la technologie et l'infrastructure de traitement.

Après l'établissement des priorités pour les actions proposées par les groupes de travail, les participants ont formulé les quatre projets phares potentiels suivants visant à réorganiser la chaîne de valeur de l'arachide en Afrique de l'Ouest par l'atténuation de l'aflatoxine:

1. Projet africain de l'arachide – Dirigé par le secteur privé, axé sur le marché, PPPP (Partenariat Public Privé des Producteurs), intégratif : un projet intégré mené par le secteur privé couvrant toute la chaîne d'approvisionnement, du champ à l'assiette. Le projet commencera par l'analyse de la chaîne de valeur et traite les pratiques agronomiques et post-récoltes; l'application et le respect des normes; l'assistance technique intégrée dans le système d'extension; la promotion et les encouragements du secteur privé; la forte sensibilisation et la communication; la création d'un environnement politique favorable. Le projet est censé être mis en œuvre par le partenariat public-privé des producteurs (PPPP).
2. Projet sur la technologie améliorée pour l'accroissement de la compétitivité de la chaîne de valeur de l'arachide : un projet visant à améliorer la qualité globale de l'arachide en mettant l'accent sur le renforcement de la disponibilité et l'amélioration des technologies menant à une excellente rentabilité. La production et la distribution d'aflasafe ont été identifiées comme étant un composant principal, couplé avec une forte composante de formation et de communication médiatique.
3. Le projet chaud - Généralisation du contrôle de l'aflatoxine dans les instruments de politique clés aux niveaux national, régional et continental: il vise à conférer la priorité au contrôle de l'aflatoxine pour attirer les ressources et les investissements nécessaires pour tirer parti des possibilités pour l'amélioration de la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé humaine et le commerce de façon durable.
4. Financement innovant - Création d'un fonds spécialisé pour la modernisation de la chaîne de valeur de l'arachide: un projet visant à engager les gouvernements, les communautés économiques régionales, les partenaires et les donateurs mondiaux à travailler ensemble pour mobiliser des ressources et créer un mécanisme de financement spécial pour répondre aux contraintes de l'aflatoxine sur le développement de la chaîne de valeur de l'arachide (contrôle de l'aflatoxine), entraînant une augmentation de l'investissement, de la productivité et du commerce dans le secteur de l'arachide.

Table des matières

RESUME	1
PREMIER JOUR: 1 ^{er} septembre 2015	6
SESSION 1: Mot de bienvenue, ouverture et méthode de travail.....	6
Discours d'ouverture	6
Introductions, objectifs et procédure.....	10
SESSION 2: mise en scène	10
SESSION 3: Défis et opportunités.....	11
SESSION 4: Expériences du Secteur Privé.....	12
SESSION 5: Plan d'action de la CEDEAO de contrôle de l'aflatoxine.....	16
DEUXIÈME JOUR: 2 septembre 2015.....	19
SESSION 6: Vers des actions prioritaires; Exposés introductifs.....	19
SESSION 6: Vers des actions prioritaires: Groupes de travail et présentation des conclusions	20
Technologie.....	20
Politique.....	22
Financement.....	23
Discussions sur les actions prioritaires	26
SESSION 7: Partenariats, arrangements institutionnels et projets phares	27
1. Projet africain de l'arachide – mené par le secteur privé, axé sur le marché, intégratif (PPPP) (partenariat des producteurs publics-privés)	27
2. Ensemble technologique amélioré pour renforcer la compétitivité de la chaîne de valeur de l'arachide.....	29
3. Le projet chaud - Intégration du contrôle de l'aflatoxine dans les principaux instruments politiques aux niveaux national, régional et continental	30
4. Financement innovant du projet phare.....	31
SESSION 8: Clôture.....	32

Réflexions des représentants du secteur privé.....	32
Allocution de clôture du Secrétariat du PACA	32
Panel de clôture.....	33
Annexe 1: Liste des participants	36
Annexe 2: Résultats attendus de l'atelier et idées de projets	42
Annexe 3: Atelier sur la différenciation des intervenants	44

PREMIER JOUR: 1^{er} septembre 2015

SESSION 1: Mot de bienvenue, ouverture et méthode de travail

Discours d'ouverture

La séance d'ouverture de l'atelier de travail (Session 1) a inclus des remarques de six orateurs, représentant le Secrétariat du PACA, le secteur privé, la communauté de la recherche, la CEDEAO et les gouvernements du Nigeria et du pays hôte, le Sénégal. Dans son discours de bienvenue, le Dr Amare Ayalew, Directeur du programme PACA a souhaité la bienvenue aux participants à l'atelier, notant que la présente réunion est la première d'une série d'ateliers qui sont prévues par le Secrétariat du PACA axés sur la production d'actions pour traiter du problème de l'aflatoxine dans les chaînes de valeur clés. Le deuxième atelier aura lieu au début de 2016 à Nairobi, au Kenya ciblant la chaîne de valeur du maïs. Il a noté que l'arachide est une culture importante en Afrique de l'Ouest, mais l'aflatoxine a empêché la région de réaliser tout le potentiel de la chaîne de valeur de l'arachide. Le Sénégal, en particulier, est un important producteur d'arachide. Il est, également, très engagé à relever le défi de l'aflatoxine. Par conséquent, il a été choisi comme l'un des six pays pilotes du PACA. Il a noté que l'atelier reconnaît l'importance du partenariat, en particulier, le soutien du secteur privé aux initiatives nationales pour traiter l'aflatoxine. Des efforts soutenus sont nécessaires pour rendre le système efficace pour relever le défi de l'aflatoxine d'où la nécessité de se mettre d'accord sur les projets phares qui ont le potentiel d'apporter des changements. Cet atelier permettra de créer un élan pour relever d'autres défis.

Parlant au nom du directeur général de l'Agro-industrie panafricaine et du Consortium Agro-industriel (PanAAC), un réseau régional qui favorise les entreprises africaines dans les marchés national, régional et mondial, le Dr Cris Muyunda, représentant de secteur privé, a noté, dans son allocution de bienvenue, que l'arachide est un ingrédient important pour la consommation locale, en plus de son exportation vers les marchés régionaux et internationaux. Il a estimé que les occasions d'affaires peuvent être créées pour le secteur privé dans une chaîne de valeur améliorée de l'arachide en Afrique de l'Ouest. Il a dit que les agriculteurs, les négociants, les transporteurs et des milliers de petites entreprises devraient bénéficier d'une chaîne de valeur améliorée de l'arachide en Afrique de l'Ouest. Il a, en outre, appelé au partage des expériences entre les parties prenantes dans la gestion de l'aflatoxine et à l'application des enseignements tirés pour créer des modèles pour la gestion de l'aflatoxine qui serviront les petites entreprises dans la chaîne de valeur de l'arachide en Afrique de l'Ouest. Il a conclu en soulignant la nécessité d'une approche coordonnée, notamment: 1) le développement de stratégies nationales et régionales d'arachide; 2) la mise en œuvre de stratégies de gestion de l'aflatoxine intégrées; 3) encourager des mesures réglementaires pour contrôler le flux de cargaisons contaminées dans le commerce national et international; 4) établir des laboratoires certifiés de contrôle de la qualité; et 5) la promotion des exportations par la prospection du marché et la promotion générique des produits nationaux.

Le Dr. Kenton Dashiell, directeur général adjoint de l'Institut international de l'agriculture tropicale (IITA) a suggéré, dans son discours de bienvenue, que les participants à l'atelier développent un plan quinquennal pour revitaliser la chaîne de valeur de l'arachide en

Afrique de l'Ouest, en relevant le défi de l'aflatoxine. L'arachide est une des cultures la plus sensible à l'aflatoxine. Il a informé la réunion que l'IITA a un grand programme de recherche et de développement en matière de traitement de l'aflatoxine au Nigeria et en Afrique en général (R & D). Le travail de la recherche et de développement de l'IITA est synergique aux efforts déployés par la CEDEAO pour prioriser le problème de l'aflatoxine parce que le défi nécessite une approche globale et multisectorielle pour obtenir un réel succès grâce à un travail d'équipe.

Pour sa part, le Dr Dashiell a rappelé à l'auditoire les énormes impacts économiques et sanitaires de l'aflatoxine, notant que les études de la Banque Mondiale estiment qu'au Sénégal les revenus des agriculteurs peuvent augmenter de 300 millions de dollars chaque année si l'aflatoxine est contrôlée. L'aflatoxine a un impact négatif sur les gens, surtout les enfants, et les recherches menées par l'IITA et l'Université de Leeds montrent que les niveaux d'aflatoxine sont élevés dans l'arachide et qu'il existe une corrélation significative entre l'exposition aux aflatoxines et la fréquence de la consommation d'arachide dans les populations étudiées. Il a noté qu'il ya différentes façons de contrôler l'aflatoxine, et, l'une des plus efficaces est l'Aflasafe, une technologie de lutte biologique mise au point par l'IITA, le Département américain de l'Agriculture, l'Université de l'Arizona et des partenaires locaux (par exemple, l'Université d'Ibadan au Nigeria). L'Aflasafe est efficace et fonctionne dans les deux étapes pré- et post-récoltes, permettant aux agriculteurs de réduire la contamination par l'aflatoxine. Il a conclu qu'en Afrique de l'Ouest, le succès dans la lutte contre l'aflatoxine a été faible en raison des efforts décentralisés et non coordonnés pour limiter les impacts. Il est, donc, nécessaire d'adopter une approche coordonnée qui comprend la gestion des sols, des semences de qualité, de bonnes pratiques agricoles (BPA), le savoir-faire des agriculteurs et des transformateurs, des alternatives sûres, des incitations de marché et des politiques favorables qui impliquent tous les sous-secteurs pour pouvoir atteindre des progrès significatifs. En outre, les médias et la presse devraient être plus engagés dans la sensibilisation du public sur la question de l'aflatoxine.

Le Dr Marc Atouga Lapodini, commissaire de l'Agriculture, l'Environnement et les Ressources hydrauliques de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dans un discours lu en son nom par M. Ernest Aube, a souligné l'importance de l'arachide dans les économies nationales des Etats membres de la CEDEAO, soulignant que la région a été un producteur de premier plan pour les marchés régionaux et internationaux, avec le Nigeria et le Sénégal en particulier, ce qui représente 45% de la production totale en Afrique. Cependant, l'Afrique de l'Ouest a connu une baisse de la production, et les célèbres pyramides de l'arachide dans le nord du Nigeria et les barges de l'arachide dans le fleuve Gambie d'autrefois font, maintenant, partie de l'histoire. En particulier, la présence de l'aflatoxine dans les Etats membres de la CEDEAO a été l'un des facteurs contribuant à la baisse de l'industrie de l'arachide et pose un grand danger pour la réalisation de la sécurité alimentaire, la promotion du commerce et la protection de la santé humaine régionale et internationale.

Le Partenariat PACA-CEDEAO a inscrit les efforts de lutte contre l'aflatoxine sur la liste des priorités des défis au développement dans la région et dans les Etats membres. Ce partenariat novateur a établi de très bons jalons dans les pays pilotes du Sénégal, la Gambie et le Nigeria. La CEDEAO souhaiterait étendre le projet pilote à l'ensemble des 15 Etats

membres. Les mesures de prévention des effets néfastes de l'aflatoxine comprennent: 1) Les investissements dans le développement des capacités humaines; 2) Le développement de technologies fiables, accessibles et abordables tels que l'Aflasafe; 3) L'investissement dans les laboratoires et l'infrastructure nécessaires; 4) L'amélioration du contrôle de la conformité, l'application et les normes; 5) La sensibilisation des populations sur les stratégies de prévention et d'atténuation; et 6) L'harmonisation des lois et règlements en vigueur aux niveaux national, régional et continental. Il a conclu en notant que la Commission de la CEDEAO continuera à soutenir toutes les initiatives pour atténuer l'aflatoxine dans les arachides et d'autres chaînes de valeur agricole en Afrique de l'Ouest, et a exprimé sa gratitude aux partenaires engagés dans le projet.

Le Secrétaire permanent du Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural du Nigeria, Arc. Sonny A. Echono, représenté par le Dr Damilola Eniaiyaju, Directeur de l'Agriculture, s'est adressé aux participants de l'atelier. Dans son discours, le Dr Echono a noté que l'arachide est une culture très importante en Afrique qui représente 28% de la production mondiale. Le Nigeria, qui est actuellement classé cinquième parmi les principaux pays producteurs d'arachide, après la Chine, l'Inde, les Etats-Unis et Myanmar, produit 30% de la production totale en Afrique estimée à 3,1 millions de tonnes en 2012. La production d'arachide au Nigeria a, toutefois, baissé depuis les années 60, époque où elle représentait l'unique culture d'exportation la plus précieuse du pays, une conséquence de la découverte du pétrole, ce qui a entraîné l'abandon de l'agriculture, y compris, la production d'arachide.

Actuellement, la contamination par l'aflatoxine est l'un des défis auxquels font face les arachides et les espèces apparentées de céréales, les noix et les graines oléagineuses. Elle a un effet délétère sur la productivité agricole et le commerce, la santé humaine et animale, ce qui pose des risques énormes associés à la consommation d'aliments et de nourriture contaminés par de l'aflatoxine. Le gouvernement fédéral du Nigeria (FGN) travaille avec l'IITA sur le projet pilote nigérian Aflasafe pour une gestion efficace du champignon producteur de l'aflatoxine grâce à la technologie du bio-contrôle, en encourageant l'adoption massive du produit par les petits exploitants. Les premiers résultats montrent de véritables réussites. Le traitement du maïs à l'Aflasafe a réduit les niveaux d'aflatoxine et augmenté les avantages économiques nets pour les agriculteurs et amélioré la santé. Le FGN, à travers le ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural, a inauguré un comité technique interministériel sur les mycotoxines pour relever ce défi par: le soutien au plan de développement de la nation pour le contrôle de l'aflatoxine; l'établissement du système de gestion de l'information sur l'aflatoxine en Afrique (Africa AIMS); le soutien du plan d'action et d'analyse des aflatoxines (C-SAAP); et le suivi de la mise en œuvre du plan en collaboration avec le PACA de la CUA. Le Dr Echono a signalé que le Nigeria a mis en place un programme de la chaîne de valeur de l'arachide qui a été conçu en 2012 pour améliorer la production, la transformation, la commercialisation et l'exportation de l'arachide. L'ICRISAT a aidé le pays dans la détection de l'aflatoxine et établi deux laboratoires dans deux universités nigérianes. Le succès du programme dépend, également, de nombreux partenaires locaux et internationaux. Il a conclu en exhortant les pays producteurs à échanger les expertises et le matériel génétique en vue de relancer le secteur.

Dans son allocution de bienvenue, la Dr Janet Edeme, responsable au Département de l'économie rurale et l'agriculture de la Commission de l'Union africaine (CUA) et nouveau président du Comité directeur du PACA a remercié les délégués pour leur participation à l'atelier et leur a transmis les salutations de la commissaire à l'économie rurale et l'agriculture, Son Excellence Mme Tumusiime Rhoda Peace. Elle a informé les délégués que la CUA est engagée à travailler en partenariat avec les communautés économiques régionales, les Etats membres, le secteur privé, les agriculteurs, les partenaires au développement, les organismes de recherche et les agences techniques pour relever le défi de l'aflatoxine dans le continent.

Elle a noté que cette question figure parmi les priorités à l'ordre du jour de la CUA et que le PACA est l'un des fleurons du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) pour la prochaine décennie jusqu'en 2025 dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo de 2014 des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine. Elle a souhaité à tous les délégués une session fructueuse et noté que la CUA attend avec impatience les résultats de l'atelier et sera engagée dans leur mise en œuvre.

Le discours d'ouverture de l'atelier du ministre de l'Agriculture de la République du Sénégal a été présenté par le Dr Papa Abdoulaye Seck, Secrétaire général du ministère de l'Agriculture. Le ministre a, au nom du gouvernement, souhaité la bienvenue au Sénégal à tous les participants. Il a noté que la chaîne de valeur de l'arachide et le défi de l'aflatoxine sont des questions importantes pour le Sénégal. En particulier, la chaîne de valeur de l'arachide est l'un des éléments les plus importants pour le Sénégal, car il est à la fois une culture vivrière et une culture de rente avec une valeur sociale et économique élevée pour le pays. On estime que 80% de la population sont engagés dans la chaîne de valeur qui rapporte des revenus pour les producteurs et des recettes d'exportation.

Le ministre a souligné que dans les années 1960, le Sénégal était parmi les premiers producteurs et exportateurs de l'arachide, et c'est un pays pionnier avec une longue tradition et une vaste expérience dans la recherche sur l'arachide. Depuis sa création en 1928, le Centre national de recherche pour l'Afrique occidentale française a produit la plupart des variétés d'arachide pour l'Afrique et même pour les Etats-Unis. Actuellement, l'aflatoxine est un problème majeur dans le pays affectant la santé humaine et animale et le commerce (barrière non tarifaire) touchant lourdement l'économie. La Banque mondiale estime que le Sénégal aurait pu ajouter 300 millions de dollars à l'économie s'il avait traité le problème de l'aflatoxine. La CUA, à travers le PACA, a choisi le Sénégal comme pays pilote et ce programme PACA va assister et aider tous les pays à réduire les risques et développer une feuille de route nationale. Le Sénégal est ouvert et prêt à contribuer à la mise en œuvre du plan d'action.

Le ministre a noté que l'agriculture est une priorité pour le Sénégal tel que démontré dans le programme national pour accélérer l'agriculture dans le pays. Le cadre considère l'agriculture comme une ligne principale de la production alimentaire pour produire 1 million de tonnes en 2017. L'agriculture doit être productive, compétitive, durable et capable de générer des emplois et des revenus pour les producteurs et le pays grâce aux exportations. Le ministère estime que l'agriculture doit être planifiée et exécutée différemment. Il est urgent de rompre avec les anciennes pratiques et d'établir un

partenariat au niveau national avec tous les acteurs de la chaîne de valeur, y compris la recherche, les secrétaires permanents, les producteurs, les transformateurs, les fabricants et les exportateurs.

Pour atteindre les objectifs que le gouvernement du Sénégal s'est fixés, plusieurs interventions seront nécessaires, notamment, les innovations technologiques, les variétés, les techniques adaptées, les équipements, la conservation et le stockage et de considérer la nécessité de la durabilité de l'agriculture grâce à l'utilisation de techniques alternatives telles que les méthodes de lutte biologique. Le ministre a exprimé le besoin d'une meilleure coordination intersectorielle parce que l'agriculture, la santé et l'environnement sont liés et doivent être considérés ensemble plutôt que séparément. Le Sénégal a de l'expérience pour relever ce défi et serait heureux de la partager. Le Sénégal possède des laboratoires et des institutions qui peuvent soutenir la mise en œuvre des résultats de cet atelier, notamment, le centre régional de la biosécurité accrédité pour les normes 2017 de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), la Direction de la production et le contrôle des normes sanitaires et phytosanitaires (SPS).

Introductions, objectifs et procédure

Les participants se sont présentés et discuté les objectifs et la procédure de l'atelier. Dans le cadre de l'introduction, ils ont été invités à: 1) s'asseoir avec un groupe de gens qu'on ne connaît pas (bien); 2) se présenter rapidement par le nom et le pays; 3) discuter et se mettre d'accord sur UNE attente principale de cet atelier et UNE idée sur un investissement ou un projet majeur qui, une fois mis en œuvre, pourrait résoudre, radicalement, le problème de l'aflatoxine auquel les chaînes de valeur de l'arachide en Afrique de l'Ouest sont confrontées. Les commentaires des participants sont résumés en Annexe 2.

Les participants ont examiné les catégories de parties prenantes (Annexe 3), représentées à l'atelier et noté que les femmes étaient sous-représentées (seulement 11 femmes présentes dans la salle). Les participants ont recommandé que le Secrétariat du PACA s'assure qu'au moins un quart des participants à toutes les réunions du PACA soient des femmes, tel que recommandé par l'UA.

SESSION 2: mise en scène

Cette session est composée des trois présentations suivantes;

- [L'industrie de l'arachide: passé, présent et avenir](#) de Richard Awuah, de l'Université Nkwame Nkrumah des Sciences et de la Technologie, Ghana
- [Le défi de l'aflatoxine au secteur de l'arachide en Afrique de l'Ouest et les possibilités d'intervention](#), de Lamine Senghor, Direction de la Protection des Végétaux, Sénégal
- [L'impact économique des aflatoxines en Afrique de l'Ouest](#): le cas de la Gambie, le Nigeria et le Sénégal, par Joseph Ndenn, Iris Consulting, la Gambie; Papa Diedhou, Cabinet Bioscope, Sénégal; Olusegun Atanda, Université McPherson, Nigeria

Suite aux questions-réponses et aux discussions qui ont suivi les présentations, les participants ont conçu les questions et les recommandations suivantes:

- Etablir des preuves solides grâce à l'évaluation des impacts économiques et sanitaires de l'aflatoxine. Actuellement, très peu de preuves existent sur l'impact sur la santé, mais beaucoup est calculé sur les marchés perdus et les impacts économiques. La présentation sur les impacts économiques de l'aflatoxine en Afrique occidentale faisait partie des études de production d'éléments de preuve sur les effets de l'aflatoxine et de déterminer les domaines d'intervention. Le PACA a commandé ces études et travaille maintenant à développer des plans d'action éclairés par les résultats des études. L'impact de l'aflatoxine sur la sécurité alimentaire tel qu'estimé par la quantité de nourriture disponible dans les pays africains ne sont pas visibles parce que les gouvernements ne respectent pas la réglementation pour protéger les personnes. Les gouvernements doivent fixer des limites sur la base de preuves pour déclencher l'action politique. Les participants ont recommandé que des études soient nécessaires pour déterminer les coûts et les avantages (analyse coûts-avantages) des activités supplémentaires que l'agriculteur devra adopter pour justifier et faire un choix sur l'adoption de la technologie.
- On a discuté de la nécessité de convenir d'une limite de sécurité de la contamination pour qu'elle ne soit pas nocive pour la santé humaine. Les différences des seuils de limite de sécurité entre les pays africains et l'UE ont été notées. Au Sénégal, par exemple, le seuil de contamination est 20 ppb et dans d'autres pays, dont l'UE, le seuil est 4ppb. Par conséquent, l'harmonisation parmi et entre pays est nécessaire. Cependant, un équilibre doit être trouvé entre la sûreté alimentaire et la sécurité alimentaire. Au Sénégal, si le seuil devait être fixé en dessous de 4ppb, beaucoup de gens vont mourir de faim. À 20 ppb, la nourriture peut être encore sûre et consommée. Certains pays, cependant, ont un risque plus élevé pour la santé avec la prévalence de l'hépatite B et des niveaux élevés de contamination par les aflatoxines, ce qui multiplie le risque de cancer du foie. Les participants ont recommandé que les pays africains devraient se mettre d'accord sur les limites de sécurité basées sur des études et l'évaluation des risques, ce qui peut permettre l'harmonisation des normes.
- Explorer la possibilité de contrôler la contamination par l'aflatoxine de l'arachide génétiquement modifiée, mais les agriculteurs sont réticents à adopter des organismes génétiquement modifiés (OGM). Les participants ont noté qu'il existait des outils et des stratégies pour atteindre des produits sains, sans OGM.

SESSION 3: Défis et opportunités

Au cours de cette session, les participants ont été invités à travailler en groupes et de discuter, sur la base de ce qui a été présenté jusqu'ici et de ce qu'ils savent et d'élaborer un rapport sur les deux questions: 1) Quel est le défi spécifique prioritaire auquel font face les chaînes de valeur de l'arachide en Afrique de l'Ouest?; et 2) Quelle est la possibilité prioritaire dans les chaînes de valeur de l'arachide d'Afrique de l'Ouest ?. Un résumé des rapports des groupes est présenté au tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3. Les défis spécifiques prioritaires et la possibilité prioritaire dans les chaînes de valeur de l'arachide en Afrique de l'Ouest

Le défi spécifique prioritaire	L'occasion prioritaire
1) Contamination à l'Aflatoxine dans l'arachide, d'une façon générale	1) Demande – nouvelles possibilités d'affaires pour le commerce régional et international
2) Défis de coordination et approche intégrée	2) Possibilités d'améliorer la sûreté alimentaire, en général
3) Approche de la bonne (établir un système)	3) L'occasion d'utiliser le PACA pour renouveler la gloire perdue de l'arachide
4) Défi de l'agriculture, ressources, fonds	4) L'aflasafe et d'autres technologies comme occasions pour relever le défi
5) information de sensibilisation	5) Possibilité de sensibiliser
6) communication, manque d'information et de données l'impact	
7) Engagement politique (volonté politique et soutien)	

SESSION 4: Expériences du Secteur Privé

Cette session a consisté en un débat interactif sur les leçons tirées des expériences du secteur privé, les opportunités et les défis pour l'engagement du secteur privé. Les membres du panel comprenaient:

- Dyborn Chibonga, Association nationale des petits agriculteurs du Malawi (NASFAM), le Malawi
- Mustapha Colley, « National Food Security for Marketing Corporation» (précédemment GGC), la Gambie.
- Victor Nwosu, Mars, Inc., USA.

Ci-après, un résumé du débat interactif :

Facilitateur: Que fait votre organisation pour faire face à l'aflatoxine dans les arachides?

Dyborn (R): NASFAM estime que les agriculteurs, même les petits exploitants, font partie du secteur privé. L'agriculture est une entreprise et nous devons approcher les agriculteurs avec cet état d'esprit. Nous devons mobiliser les agriculteurs pour créer des groupes homogènes qui peuvent relier les agriculteurs avec des services comme la formation. Au Malawi, NASFAM a mobilisé les agriculteurs et les a formés. En conséquence, nous pouvons maintenant répondre aux normes requises pour exporter vers le marché de l'Union européenne (UE), qui exige des niveaux de 4 ppb ou moins d'aflatoxine.

Mustapha (R): Nous commercialisons les arachides pour l'exportation (pas les marchés locaux). Nous achetons auprès des agriculteurs (coopératives) partout en Gambie. Nous réalisons ensuite une sensibilisation pour faire comprendre aux gens que les problèmes d'aflatoxine affectent toute la chaîne de valeur. Nous nous concentrons aussi sur les infrastructures, telles que la réhabilitation des installations de traitement. Nous mettons actuellement en œuvre un projet de 30 millions de dollars et nous avons 7 millions USD de la Corporation Islamique Internationale de Financement du Commerce (CIFC).

Victor (R): Le Groupe Mars est présent dans 75 pays et figure parmi les cinq premiers acheteurs de l'arachide dans le monde. Partout où nous opérons, nous garantissons aux consommateurs la meilleure qualité en termes de sécurité. Nous demandons le niveau d'aflatoxine 4 ppb ou moins, mais nous rencontrons des règlements qui sont différents d'un pays à l'autre. Les conditions sur les marchés en développement comme l'Afrique, l'Inde et la Chine sont similaires, et nous nous habituons en travaillant avec les fournisseurs pour être sûrs qu'ils répondent à nos spécifications qui sont uniformes à travers le conseil d'administration. La plus grande opportunité est à travers la «séparation» des arachides. Le traitement est une étape cruciale.

Facilitateur: Qu'en est-il de l'aflatoxine dans le commerce international ? L'aflatoxine est-elle trop gonflée et utilisée comme barrière non tarifaire?

Victor (R): Non, il ya de bonnes raisons d'interdire les produits impurs. Nous pouvons adapter les chaînes de valeur de l'arachide aux normes requises pour répondre aux exigences du marché international.

Facilitateur: Le fait d'être un petit exploitant, est-ce une partie du problème?

Dyborn (R): Non, environ 60% des agriculteurs en Afrique seront laissés de côté si nous ignorons les petits exploitants. La solution est de développer le partenariat. Par exemple, l'ICRISAT a établi un partenariat avec NASFAM, et sans ce partenariat et le soutien d'ICRISAT, nous n'aurions pas pu répondre aux exigences de l'exportation vers l'Europe. Aussi, le « Twin Trading » en Angleterre nous a aidés à commercialiser nos produits en Angleterre. D'autres organisations de la société civile nous ont aidés en matière de renforcement des capacités dans de nombreux domaines, y compris, le politique. Les donateurs ont fourni des fonds. En résumé, le partenariat est la clé pour aider les petits exploitants à devenir des producteurs sans aflatoxine. Nous devons travailler avec les petits producteurs au centre et non après coup.

Facilitateur: Qui est censé payer pour contrôler l'aflatoxine?

Mustapha (R): Cela devrait se faire en partenariat entre le gouvernement et le secteur privé qui est en train de trop perdre en raison du problème de l'aflatoxine. Nos produits ont été rejetés en Europe, donc, nous avons perdu en termes de valeur et, également, de coût pour rapatrier ces produits. Les Cargaisons refusées signifient aussi la perte de revenus. Le secteur privé doit aussi payer pour l'atténuation de l'aflatoxine.

Facilitateur: Que faites-vous avec les récoltes rejetées?

Mustapha (R): Nous les traitons dans l'huile d'arachide raffinée, ce qui a des quantités d'aflatoxine plus faibles et est considérée comme sûre. Nous ne vendons pas de l'huile d'arachide brute en Gambie.

Questions et discussion

- La question de transformation des arachides contaminées en huile est importante. Les aflatoxines sont des composants chimiques qui peuvent être extraits de l'huile d'arachide contaminée. L'extraction de la presse à froid de l'huile d'arachide n'implique aucun traitement chimique ou thermique qui provoque la toxine à partir, notamment, de la partie hydrophile, en laissant quelques parties de la toxine dans la partie hydrophobe chimique. Les graines d'arachide peuvent être détoxifiées, par exemple, par l'ammoniac et utilisées comme alimentation animale.
- Puisque les engagements de financement semblent provenir principalement du gouvernement, quelles sont les possibilités d'investissement pour le secteur privé en matière d'atténuation de l'aflatoxine? Que fait le secteur privé pour aider les producteurs, en amont et en aval? En Gambie, la « Gambia arachide Corporation » et l'Institut national de recherche agricole étaient associés dans la recherche et l'amélioration des récoltes. Maintenant, il faut penser à soutenir l'introduction de nouvelles variétés de semences d'arachide.
- En Gambie, une facilité de l'ITFC a été créée pour la mise à l'échelle d'un établissement d'exportation d'arachide. Une autre facilité est créée pour la distribution des intrants aux agriculteurs. L'établissement soutient les essais d'Aflasafe en Gambie et les résultats sont prometteurs. S'il s'avère efficace, l'Aflasafe sera piloté et la « National Food Security for Marketing Corporation » va acheter les arachides à un prix avantageux. Le défi est maintenant que le système de commercialisation est basé sur la quantité et non sur la qualité.
- Au Sénégal, les exportateurs d'arachide ont créé des incitations collectives, par exemple dans l'achat des semences. Nous devons ajouter la distribution gratuite d'Aflasafe pour lutter contre l'aflatoxine à la source. Quel est le potentiel de mettre ceci à l'échelle à travers l'Afrique de l'Ouest? L'action collective grâce aux coopératives est importante car, les produits peuvent être commercialisés collectivement. Vous avez un ingrédient pour la réussite, profitez-en.
- Quel est le rôle de la valeur ajoutée au niveau local? Il ya un niveau minimum d'aflatoxine qui est acceptable, alors que faire pour les lots contaminés propres à la consommation locale? Les gouvernements africains devraient racheter les produits contaminés des agriculteurs, les détoxifier, et procéder à la production de la nourriture pour animaux.
- Si la sensibilisation et les encouragements de marché sont établis, serait-il possible d'obtenir un prix supérieur au niveau national grâce à une stratégie d'étiquetage? Un prix avantageux peut être payé pour un produit de qualité, mais il doit être

différencié des autres. Partout, les gens décident en fonction de leur portefeuille - le succès est contagieux!

- L'ampleur du problème est énorme. Quel est le coût de l'action, quel est le rôle du secteur privé et quel est le rôle du secteur public qui doit financer de nombreuses actions telles que les tests abordables, les semences adaptées au climat etc.?
 - Nous estimons que le secteur public doit travailler ensemble sur les questions de politique et d'application. Le grand problème est le manque d'application des politiques et des lois. Le secteur public doit veiller à ce que les lois soient appliquées et mises en œuvre.
 - Le secteur public devrait créer des incitations pour que l'industrie investisse. Les Incitations comprennent: 1) l'arachide de bonne qualité, 2) une bonne saveur et 3) un approvisionnement fiable et stable. Le secteur privé est intéressé (par exemple, trois des cinq plus gros consommateurs d'arachide (acheteurs) sont représentés à cette réunion).
 - Concernant l'équilibre entre le coût de l'action et celui de l'inaction, un participant a fait remarquer que le coût de l'inaction peut être dix fois plus élevé que celui de l'action. Il faut agir à tous les niveaux. Considérez le fait qu'une graine de semence contaminée peut infecter 48 kg. Donc, si vous traiter le problème seulement à la source (agriculteur), la contamination peut encore arriver à des stades ultérieurs.
 - Fournir des informations au public parce que la prise de conscience lui est primordiale.

Citation: « L'avenir appartient aux organisés et si les participants à cet atelier, peuvent être organisés, alors l'avenir appartient à chacun d'entre nous » (Dyborn Chibonga).

Suite aux discussions de groupe, les participants ont été invités à discuter de la question suivante et venir avec deux propositions par table: Comment le secteur privé peut-il contribuer plus fortement et plus efficacement à la gestion de l'aflatoxine dans les chaînes de valeur de l'arachide? Un résumé des propositions suggérées est présenté au tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4. Les actions prioritaires auxquelles le secteur privé peut contribuer plus fortement et plus efficacement à la gestion de l'aflatoxine dans les chaînes de valeur de l'arachide, tel que présenté par le groupe.

Groupes	Rapport du groupe – Priorité majeure
Groupe 1	1. Le secteur privé doit financer la recherche sur les intrants avant et après la récolte et renforcer les capacités des producteurs.
Groupe 2	2. Meilleure organisation (facilitation des contrats, identification des producteurs, les connaître, les soutenir et renforcer les investissements) du secteur privé pour lutter efficacement contre l'aflatoxine.

	3. Respecter et mettre en œuvre les bonnes pratiques agricoles (BPA)
Groupe 3	4. Le secteur privé doit acheter l'aflasafe, une solution technique dans la lutte contre l'aflatoxine, la rendre disponible pour les producteurs et les aider à utiliser l'aflasafe. 5. Payer plus pour la qualité (système de tarification)
Groupe 4	6. Contribuer à l'amélioration de la qualité du produit par la délocalisation de la transformation de l'arachide pour attirer les investisseurs locaux 7. Soutenir le transfert de la technologie au niveau local pour augmenter le nombre des compagnies et accroître l'accès aux ressources pour l'Etat et les populations locales.
Groupe 5	8. Renforcer la sensibilisation par le secteur privé par des stratégies de responsabilité sociale (RSE) (à l'instar du VIH, Ebola et le tabac) 9. Le secteur privé doit participer à l'établissement et le renforcement des politiques au niveau national.
Groupe 6	10. Le secteur privé doit fournir des prix avantageux pour des produits sans aflatoxine (sûrs) 11. Les services privés doivent ajouter de la valeur aux produits agricoles par l'innovation et les plateformes de partenariat.
Groupe 7	12. Etablir des liens plus étroits et directs entre les paysans et les transformateurs mutuellement bénéfiques (e.g. à travers les intrants, l'extension) pour s'assurer que les bénéfices soient bien répartis. 13. Fournir des prix plus avantageux pour les produits sans aflatoxine.
Groupe 8	14. Promouvoir les innovations institutionnelles pour l'autoréglementation du secteur privé pour encourager le contrôle de l'aflatoxine (e.g. le Kenya doit proposer des prix avantageux pour les produits de qualité). 15. Promouvoir la sensibilisation sur la base de l'évidence.
Groupe 9	16. Le secteur privé doit soutenir l'harmonisation des normes et des politiques (par exemple, le renforcement des capacités à travers les semences, la technologie et le soutien financier)
Groupe 10	17. Fixer des prix plus élevés pour des produits de meilleure qualité.
Groupe 11	18. Travailler sur la formalisation du développement de partenariat entre les producteurs publics et privés (un cadre qui précise les rôles et les responsabilités de cet arrangement). 19. Promouvoir l'agriculture commerciale parmi les petits exploitants en établissant un système d'extension rurale solide.

SESSION 5: Plan d'action de la CEDEAO de contrôle de l'aflatoxine

Au cours de cette session, M. Ernest Aubee de la CEDEAO, a fait une présentation sur le Plan de contrôle de l'aflatoxine de la CEDEAO (ECOACAP), en donnant un résumé des principales caractéristiques, dont, le but, les objectifs stratégiques, les résultats escomptés, les interventions stratégiques, la mobilisation de ressources et la structure de coordination proposée. Cela a été suivi par une session de questions-réponses au cours de laquelle les questions et recommandations suivantes ont émergé.

- Mobiliser le monde politique et développer le contenu d'ECOACAP. Le processus a commencé en 2011, à la réunion de la Plateforme de partenariat du PDDAA à Yaoundé, Cameroun. L'engagement de la CEDEAO a commencé par rejoindre le Comité directeur du PACA. La CEDEAO, le PACA et la CUA ont organisé un atelier régional sur l'aflatoxine en 2013. Les consultations continues entre la CEDEAO et le secrétariat du PACA, la persévérance et le plaidoyer dans les Etats membres ont joué un rôle important. Trois des six pays pilotes se trouvent en Afrique de l'Ouest.
- La mise en œuvre du plan d'action n'a pas encore commencé parce que les plans d'investissement agricole nationaux et régionaux (PNIA et PRIA) doivent être revus. Cet examen tiendra compte de l'aflatoxine comme étant l'une des questions clés. Les participants ont formulé deux observations à l'égard de la mise en œuvre. Tout d'abord, sur l'ancrage institutionnel du programme au niveau régional, le plan stipule que le CORAF dirigera l'appui à l'exécution. Or, le programme traite de multiples questions et groupes de parties prenantes, notamment, la recherche, le secteur privé, les acteurs de la santé et les organisations des producteurs. Le CORAF est une organisation de recherche et peut ne pas avoir les capacités et la structure requises pour la mise en œuvre. Les participants ont suggéré l'examen de la possibilité de combiner les institutions pour la mise en œuvre, parce que le CORAF, seul, ne peut pas avoir la capacité suffisante pour la mise en œuvre. Deuxièmement, veiller à ce que les résultats soient obtenus devrait constituer un aspect essentiel du programme. Les participants ont proposé qu'un plan de suivi et d'évaluation solide soit développé pour le programme.
- L'engagement inclusif de tous les acteurs et secteurs : Les participants ont recommandé que le secteur privé soit fortement engagé. Pour atténuer l'aflatoxine, des encouragements doivent être créés pour les agriculteurs et le secteur privé pour les inciter à investir dans des technologies et des opportunités commerciales. Les possibilités d'investissement pour le secteur privé devraient être prononcées, notamment, pour la propagation de la technologie (par exemple, pour la commercialisation de l'Aflasafe).
- Le plan devrait définir clairement les rôles et les responsabilités des autres acteurs. Il devrait, en particulier, préciser clairement les rôles des différentes catégories d'ONG et d'organisations de la société civile, car certaines sont engagées dans la sensibilisation, tandis que d'autres sont engagées dans les dispositions de service.
- Les participants ont recommandé que les acteurs du secteur de la santé soient impliqués; par exemple, par le mouvement amélioration de la nutrition (SUN). Ernest a signalé que les acteurs de la santé sont déjà impliqués. (SUN) y est impliqué à travers l'Agence du NEPAD qui traite de l'aflatoxine et de la nutrition. La CEDEAO a un programme « Faim Zéro » qui se penche sur la nutrition et la santé.
- Envisager différentes stratégies de mobilisation de ressources : Le plan peut attirer davantage de financement des bailleurs de fonds s'il établit des mécanismes de subvention pour soutenir les organisations privées et de recherche, et non pas uniquement les organismes de recherche comme c'est le cas maintenant. Pour

assurer la durabilité du programme, les participants ont recommandé que les activités au niveau régional soient prises en compte dans les plans nationaux, afin d'attirer des fonds des budgets gouvernementaux.

- Harmoniser les normes politiques et les intégrer dans la structure actuelle d'application des normes à travers la CEDEAO. Ernest a indiqué que la CEDEAO a élaboré des normes de qualité pour 25 produits (alimentation et agriculture). L'approbation de ces normes par les chefs d'État signifie qu'elles deviennent loi, mais la CEDEAO n'a pas de pouvoirs d'exécution et compte sur la persuasion et la sensibilisation. Ces lois devraient être appliquées au niveau des pays.
- Améliorer l'environnement favorable : Un participant a suggéré que l'environnement favorable pourrait être renforcé à travers le cadre de l'intégration régionale par l'éducation des agents des douanes, notamment, aux postes frontières intégrés.
- Renforcer les capacités pour la détection et l'estimation de l'aflatoxine au niveau de la CEDEAO. Une fois les normes établies, le secteur privé peut créer des critères pour l'analyse.
- Inclure des preuves tirées des études sur l'impact économique dans le plan d'action pour convaincre les chefs d'État de l'ampleur des problèmes.

Les participants ont, également, apporté les clarifications suivantes :

- À la page 11 (partie 2) cite la technologie bio-contrôle, y compris la lutte biologique Aflasafe et Trichoderma. Peut-on utiliser Trichoderma comme agent de lutte biologique? Un participant explique qu'il est utilisé au Bangladesh et en France pour la fertilisation du sol et est généralement utilisé comme agent de lutte biologique dans le contrôle des maladies des plantes.
- À la page 16, le plan cite deux procédures de test, mais n'indique pas les coûts. L'Afrique a besoin d'une trousse de test à prix abordable et, jusqu'à présent, la majorité des tests sont chers. L'« Imperial College » de Londres a développé un kit de test qui coûte USD50 que la majorité des agriculteurs peuvent acquérir.
- À la page 19 sur les utilisations alternatives, un point d'action pourrait être ajouté pour l'utilisation de liants d'argile. Or, l'inconvénient est que l'argile absorbe les nutriments.

En conclusion des débats, M. Aubee a noté que ceci était un processus continu et que les commentaires seraient intégrés.

DEUXIÈME JOUR: 2 septembre 2015

SESSION 6: Vers des actions prioritaires; Exposés introductifs

La deuxième journée a commencé par une évaluation du Jour 1, suivie de trois exposés introductifs pour aider les participants à identifier les actions nécessaires dans les domaines de la technologie, la politique, les finances et la réorganisation de la chaîne de valeur de l'arachide en Afrique de l'Ouest:

- [Vers des actions technologiques prioritaires. Exposé introductif sur les solutions en matière de meilleures pratiques, technologie et mise à l'échelle](#) par Ranajit Bandyopadhyay, IITA, Samuel Njoroge, Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT), et Peter Cotty, Département américain de l' agriculture ;
- [Vers des actions politiques prioritaires. Exposé introductif sur les cadres politiques et réglementaires pour le contrôle de l'aflatoxine en Afrique occidentale](#) par Kerstin Enfer, Expert indépendant ;
- [Vers des options de financement prioritaires. Exposé introductif sur : Qui devrait financer le contrôle de l'aflatoxine et pourquoi.](#)

Tableau 5. Commentaires et points soulevés au cours des présentations de la 6^{ème} session

Domaine	Commentaires et questions
Actions technologiques	<ul style="list-style-type: none">• Conférer la technologie et la politique au groupe de financement pour s'assurer que les actions proposées soient financées et mises en œuvre.
Actions politiques	<ul style="list-style-type: none">• Inclure les producteurs et tous les acteurs de la chaîne de valeur, et non pas uniquement les producteurs.• Les pays et les CER, dont, la CEDEAO doivent revoir leurs PNIA et PRIA en application de la déclaration de Malabo. Veiller à ce que ces nouveaux plans reflètent des mesures pour traiter l'aflatoxine. Le sommet de la CUA à Abuja a identifié des produits stratégiques, et les pays doivent les développer, y compris la chaîne de valeur de l'arachide.• Fournir des preuves et renforcer la sensibilisation pour que les pays ne manquent pas de prendre des mesures parce qu'ils ne peuvent pas constater le défi de l'aflatoxine, qui est invisible, et ne considéreront pas ce défi comme priorité.
Options de financement	<ul style="list-style-type: none">• Investir dans la technologie de transformation et l'infrastructure, moteurs pour l'amélioration de la qualité de l'offre et des composants en amont.• Veiller à ce que tous les projets de développement de la chaîne de valeur et des marchandises qui sont financés par des institutions bilatérales et multilatérales comprennent le contrôle de l'aflatoxine.

	<p>Cela attirera des fonds pour le financement du projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer une politique régionale de l'arachide. Les arachides et les aflatoxines ne sont pas des priorités pour certains pays comme la Côte-d'Ivoire, qui importe l'arachide, mais a le cacao comme priorité.
--	--

SESSION 6: Vers des actions prioritaires: Groupes de travail et présentation des conclusions

Les participants ont travaillé en trois groupes et proposé les actions prioritaires suivantes qui sont indiquées aux tableaux ci-dessous.

Technologie

Tableau 6. Actions prioritaires pour la technologie

Actions prioritaires	Institution responsable (responsabilité)	Autres institutions collaboratrices & contributrices	Date limite pour la mise en œuvre
1. Contrôle		Banque mondiale, BAD, FAO, CEDEAO, FIDA, PACA & Instituts de recherche	
<ul style="list-style-type: none"> • Fournir des trousseaux de tests rapides, abordables et accessibles dans chaque ZAE dans les pays pour des tests à tous les points critiques de la CV. 	Ministère de l'Agriculture		Court terme = 1-2 ans
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités des laboratoires d'analyse 	Ministère de l'agriculture et ministère de la santé		Court terme
<ul style="list-style-type: none"> • Etablir des laboratoires d'analyse/référence nationaux et régionaux 	CEDEAO et PACA		Long terme = >5 ans
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les actions de sensibilisation et la communication 	Media & Gouvernement		Court terme et permanent
<ul style="list-style-type: none"> • Instituer le suivi et l'évaluation aux niveaux national et régional 	Organismes de financement et groupes techniques		Court terme et permanent

	externes		
2. Bonnes pratiques agricoles			
<ul style="list-style-type: none"> Créer une approche holistique et intégrée: chaîne de valeur menée par le secteur privé centrée sur un programme de gestion de l'aflatoxine 	Potentiellement mené à 99% par le secteur privé	organisations paysannes, secteur privé, associations commerciales de meuniers, SNRA, GCRAI	Court terme – Moyen terme
<ul style="list-style-type: none"> Envisager l'application aérienne, à l'échelle régionale de l'aflasafe (Gambie et Sénégal) 	CEDEAO, PACA IITA, Gouvernements; Min. de l'Agriculture, Min. de la santé	GGC, DPV, Sodefitex	Court terme
<ul style="list-style-type: none"> Développer et déployer des variétés de sensibilité faible 	programmes nationaux de sélection et ICRISAT	Conseils nationaux des semences, programmes d'homologation variétale	Long terme
3. GPP & GMP			
<ul style="list-style-type: none"> Définir les technologies recommandées (de base - avancées) pour chaque étape du processus (séchage, triage, calibrage, séparation des produits, stockage et transport) 	Ministère de l'Agriculture & CEDEAO	Instituts de recherche, services d'extension et de vulgarisation agricole et industrielle, secteur privé, organisations de la société civile pour la sensibilisation et le suivi	Court terme = 1-2 ans
<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre au niveau national les technologies recommandées dans les CV 			Long terme = >5 ans
4. Décontamination			
<ul style="list-style-type: none"> Évaluer l'efficacité de l'argile locale dans la décontamination du tourteau et de l'huile 	Instituts de recherche et PACA	Organisations donatrices (FAO, USAID, UE), ONG, secteur	Court terme = 1-2 ans

d'arachide		privé	
<ul style="list-style-type: none"> Adopter la technologie de l'ammoniac pour la décontamination du tourteau d'arachide 	Suneor & CEDEAO	PACA & donateurs	Court terme – Moyen terme
<ul style="list-style-type: none"> Recherche d'un processus de filtrage de petite capacité et de raffinage pour l'huile d'arachide 	Instituts de recherche, secteur privé et PACA / CEDEAO	Donateurs	Moyen terme – Long terme

Politique

Tableau 7. Actions prioritaires pour la politique

Action	Institution responsable	Autres agences collaboratrices	Calendrier
1. Élaborer / mettre à jour des politiques nationales sur la sécurité alimentaire (Politique, législation et cadre institutionnel)	Ministère de la santé, Ministère de l'Agriculture et acteurs étatiques	Ministère de l'agriculture, ministère de la santé, secteur privé, société civile, partenaires au développement, gouvernements, organisations paysannes	2016-2017
2. Mettre en place un manuel / guide d'évaluation des risques pour harmoniser les actions dans la région	Gouvernements/Etats, UA, Communautés économiques	Secteur privé, société civile, organisations paysannes, FTC (Codex, FAO)	2016-2017
3. Etablir une commission sous un même toit pour coordonner la sécurité alimentaire dans chaque pays (autorité de sécurité alimentaire)	Gouvernement	CEDEAO, CUA, organismes de réglementation dans chaque Etat ECOWAS, AUC,	2016-2020
4. Développer de bonnes PSO / codes de pratique et des PAG	Organisations paysannes, secteur privé, PACA, CEDEAO travaillant avec		2016-2018

	l'UEMOA, acteurs étatiques		
5. Adopter des politiques sur les laboratoires nationaux d'analyse alimentaire (maintenance, incitations, etc.)	Gouvernements, PACA, CEDEAO, secteur privé	Société civile, agriculteurs, FTC	2016-2020

Financement

Tableau 8. Actions prioritaires pour le financement

Actions prioritaires	Description	Institution responsable	Calendrier
1. Etablir une plate-forme nationale de tous les acteurs de la chaîne de valeur pour mobiliser des ressources internes pour contrôler l'aflatoxine dans les pays		Responsable: Plan national pour l'investissement dans l'agriculture Partenaire de collaboration: les institutions en charge de la sécurité alimentaire	Court terme
2. Organiser une réunion au niveau sous-régional et international pour lever des fonds pour le contrôle de l'aflatoxine	Question principale: informer et communiquer sur l'aflatoxine et veiller à ce que l'aflatoxine soit intégrée dans les priorités du développement agricole.	Responsable: CEDAO / CEDEAO Partenaire de collaboration: CUA-PACA	Court terme
3. Accroître la sensibilisation	Sensibilisation sur les impacts de l'aflatoxine sur la santé et le commerce Les institutions nationales doivent financer la sensibilisation - les organismes de subvention font Impliquer les médias publics. Quelques notes supplémentaires:	Responsable: Ministère de la Santé, ministère du Commerce, Ministère de l'agriculture - Ministère des Finances - Partenaires de financement: BAD Banque mondiale, Banque de développement de l'Afrique occidentale peuvent financer des programmes	Court terme

	<p>Nous avons besoin de la sensibilisation pour stimuler la demande des aliments sans aflatoxine. Une fois que les gens commencent à devenir exigeants, alors nous avons une opportunité pour l'appliquer à tous les autres produits. Pour créer la demande d'aliments sans aflatoxine, nous devons sensibiliser sur les avantages des produits sans aflatoxine pour la santé</p> <p>Activités relevant de la sensibilisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • formation des producteurs et des autres acteurs de la chaîne de valeur • TIC pour partager les informations et les bonnes pratiques • Partage des connaissances sur les bonnes pratiques <p>Sensibilisation - trois niveaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Messagerie: Impacts de l'aflatoxine ainsi que les meilleures pratiques • Outils: comment toucher les publics visés • Outils du secteur privé: soutenir le secteur privé dans le marketing et la communication des produits sans aflatoxine <p>La sensibilisation devrait se faire sur la base de preuves - fournir des preuves des impacts (santé, ag, commerce), ainsi que des actions qui fonctionnent. Éviter de créer la panique.</p>	<p>nationaux; se baser sur les gouvernements qui ont pris des engagements en vertu du PDDAA</p>
--	--	---

	<p>Sensibilisation sur les meilleures pratiques à travers les chaînes de valeur</p> <p>Les transformateurs doivent propager les informations et diriger l'adoption des technologies</p>	<p>Responsable : Les entreprises de transformation qui travaillent avec les institutions nationales</p> <p>Partenaires de Financement: Fonds commun pour les produits de base; CCI (travaillant en Gambie); OMC; USAID; BMGF; FIDA (Sénégal); FAO</p>	Court terme
<p>4. Créer un Projet de chaîne de valeur régionale sur l'arachide - PPPP avec les acteurs régionaux et internationaux du secteur privé.</p>	<p>Partenariats des producteurs publics-privés axés sur le marché avec différents composants (sensibilisation, recherche). Les projets doivent être dirigés par le secteur privé, y compris les entreprises mondiales qui conduisent l'amélioration des normes de qualité.</p> <p>Par exemple, des entreprises telles que Wal-Mart doivent établir des liens en amont, soutenir les producteurs par le biais du PPP qui crée de la valeur partagée.</p>	<p>Responsable: la CEDEAO (portant le leadership politique pour approuver le projet de la chaîne de valeur) avec des entreprises régionales et internationales, et les gouvernements nationaux.</p> <p>PACA pour le suivi et la coordination.</p> <p>Institutions de financement: USAID; DFID; JICA; les entreprises internationales et régionales</p> <p>GIZ travaille avec BMGF, les sociétés cotonnières, etc. AGRA travaille sur des initiatives pertinentes.</p>	Moyen terme (3-5 ans)
<p>5. Améliorer la technologie et l'infrastructure de traitement</p>		<p>Responsable: CEDEAO</p> <p>Partenaires de financement : BAD – AFEXIM, BID, FIDA, Banque mondiale,</p>	Moyen terme

		gouvernements nationaux, SFI, Société financière africaine, sociétés de placement; Capital-risque (e.g. une société israélienne)	
--	--	--	--

Discussions sur les actions prioritaires

Les discussions qui ont suivi la présentation du groupe ont suscité les observations et recommandations suivantes :

- **Le développement du marché et les chaînes de valeur du secteur privé:** la technologie doit être la clé dans les interventions proposées. Dans la chaîne d'approvisionnement, la technologie de traitement entraîne tout. Elle est décisive. La transformation doit être menée par le secteur privé pour assurer la durabilité et éviter l'effondrement, ce qui est courant dans la plupart des initiatives gouvernementales. Nous devons, également, travailler sur les semences où il existe de nouvelles technologies développées, mais personne n'y adhère. A titre d'exemple, l'ICRISAT a mis au point des semences pour les zones arides, mais le gouvernement de l'Inde a refusé de permettre à ces semences d'être utilisées ailleurs.
- **Bonnes pratiques agronomiques et gestion pré et post-récolte:** Les interventions technologiques devraient être complétées par des bonnes pratiques agronomiques et une meilleure gestion pré et post-récolte, car celles-ci sont, également, essentielles pour relever le défi de l'aflatoxine, en particulier chez les petits producteurs.
- **Communication et sensibilisation:** souligner et soutenir la communication et la sensibilisation dans un contexte plus large, y compris, aux niveaux national et régional ciblant les différents publics. Le problème de l'aflatoxine est invisible, alors il faut davantage de sensibilisation du secteur privé en lui permettant, par exemple, d'être informé sur les opportunités d'investissement et d'attirer, ainsi, des investissements.
- **Financement:** Développer des financements innovants pour aider à atténuer et à réduire les risques à tous les stades de la chaîne de valeur de l'arachide. En Afrique de l'Est, par exemple, des produits d'assurance ont été introduits pour réduire les risques pour les agriculteurs et les commerçants. Ces produits ont attiré les banques à financer des projets agricoles. En outre, les finances publiques sont nécessaires, et les gouvernements devraient allouer des fonds pour traiter l'aflatoxine parce qu'il représente un problème de santé publique.
- **Action politique:** Plusieurs propositions ont été avancées dans le cadre de l'action politique, dont: 1) Elaboration d'un protocole de certification, dans le cadre de l'élaboration de politiques pour créer l'arachide certifié. Les risques de cette opération devraient, également, être examinés, étant donné que la certification de l'arachide est très coûteuse et peut tuer l'industrie de l'arachide en Afrique; 2)

intégration de l'aflatoxine dans les politiques gouvernementales clés, y compris les NAFSIP; 3) aider les gouvernements à mettre en place des autorités unifiées de sécurité alimentaire. La CUA a déjà une initiative qui aidera les gouvernements.

- **Partage des expériences:** Partager les expériences entre les acteurs de l'industrie. L'industrie américaine de l'arachide est la plus réussie et le secteur privé africain peut s'en inspirer. Elle a établi l' « American Peanut Council» qui est une association faîtière qui défend les besoins de l'industrie en politique. Il faut envisager la création d'une institution similaire en Afrique, comme un Conseil africain de l'arachide. Les participants ont noté qu'il existe un risque d'établir une organisation faîtière continentale avant que les organisations nationales se soient suffisamment mûres pour stimuler une approche ascendante plutôt qu'une approche descendante. L'organisation faîtière continentale peut ralentir le processus au niveau national. Au lieu de cela, le PACA peut utiliser sa plateforme pour organiser des réunions parallèles avec des groupes de l'industrie lors des réunions nationales.

SESSION 7: Partenariats, arrangements institutionnels et projets phares

Les participants ont travaillé en petits groupes pour développer des projets phares potentiels. Les quatre projets suivants ont été développés : 1) des projets de chaîne de valeur menés par le marché ; 2) des ensembles technologiques pour le contrôle de l'aflatoxine; 3) Intégrer l'aflatoxine dans des instruments clés de la politique; et 4) les modèles de financement innovants pour les chaînes de valeur de l'arachide. Les détails de chacun des quatre projets phares potentiels sont présentés ci-dessous.

1. *Projet africain de l'arachide – mené par le secteur privé, axé sur le marché, intégratif (PPPP) (partenariat des producteurs publics-privés)*

Titre du projet	Projet africain de l'arachide – mené par le secteur privé, axé sur le marché, intégratif (PPPP) (partenariat des producteurs publics-privés)
Objectif/ Description	<ul style="list-style-type: none"> • Du champ à l'assiette • Activités dans toute la chaîne d'approvisionnement
Défis	
Liste des principales activités requises pour la mise en œuvre du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse de la chaîne de valeur (la réalité est qu'il n'y a presque pas de transformateurs) • Lien avec la recherche (nationale et régionale) • Semences– l'aspergillus, résistant à de multiples maladies et à la sécheresse et pureté des semences en fonction de la durée de maturité • Développer l'activité commerciale de semences; le secteur privé doit multiplier les semences;

	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture: Bonnes pratiques agricoles, prévention des pertes ; • L'agrégateur collecte auprès de xx petits agriculteurs / agriculteurs producteurs Problèmes de l'après-récolte: Sécher jusqu'au bon degré d'humidité, choisir la technologie appropriée ... (non pas au niveau des agriculteurs) • Stockage approprié (avec le mouvement de l'air) (non pas au niveau des agriculteurs) • Système pilote de traçabilité • Séparation/analyse – (que fait-on du mauvais truc?)Encourager les investisseurs au traitement de l'arachide à une plus large échelle, • Soutien aux petites et moyennes entreprises de transformation et aux commerçants pour améliorer les capacités; y compris les débouchés du marché informels/ fournisseurs et commerçants • Certification/analyse de la sûreté alimentaire des transformateurs, de la manipulation et du stockage, sur la base de l'évaluation des risques Inspections avant embarquement • Classification (par les transformateurs) • Faciliter les questions des liens (acheteurs, transformateurs, commerçants, agriculteurs) pour que les chaînes de valeur soient efficaces • Extension/ assistance technique aux transformateurs • Politique / questions de sensibilisation • Organisations du secteur privé – la fonction définit la forme • Evaluation de la mécanisation appropriée (équipement et système) dans la production • Évaluer la mécanisation appropriée dans le traitement (y compris les trieuses électroniques, et le blanchiment) • Communication/ TIC/ sensibilisation
<p>Liste des principaux résultats et impacts attendus</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître le revenu des agriculteurs • Santé améliorée <ul style="list-style-type: none"> ○ Qualité améliorée de l'arachide et des produits de l'arachide consommés localement • Productivité accrue <ul style="list-style-type: none"> ○ Quantité et qualité des noix produites ○ Meilleures semences • Décorticage et traitement viables <ul style="list-style-type: none"> ○ Qualité améliorée ○ Capacités améliorées • Volumes d'exportation de l'arachide accrus <ul style="list-style-type: none"> ○ Réduction du rejet du produit
<p>Les partenaires clés pour la mise en œuvre du projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprises des semences privées • Sociétés de négoce (internationales, nationales) • Fournisseurs de services • Agrégateur (peut, également, être éplucheur ou acheteur) • Entreprises de transformation et investisseurs désireux d'entrer dans le domaine de la transformation de l'arachide

	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculteurs et organisations paysannes • Décideurs politiques, • Fournisseurs d'intrants (Aflasafe, équipements, fournisseurs de semences) • Recherche, • Machines (traitement, production)
Prochaines étapes pour le développement du projet (y compris les réunions, le développement de documents etc.)	<p>Réexaminer la documentation, Chef de file: Victor Nwosu Soutien du chef de file: Rita Weidinger, Wim Schipper, Mike Muchilwa, Jamie Rhoads, Mustapha B. Colley, Sam Ngogue, Klutse Kudomor, Konlambique Abdou</p> <p>Sociétés: Mars, Intersnack, (Nestlé) Partenaires: Donateurs/ Partenaires Développement: USAID, PMIL, BMGF, BMZ/ GIZ, ICRISAT, UE, AGRA</p>

2. Ensemble technologique amélioré pour renforcer la compétitivité de la chaîne de valeur de l'arachide

Ensemble technologique amélioré pour renforcer la compétitivité de la chaîne de valeur de l'arachide	
Titre du projet	
Objectif	<ol style="list-style-type: none"> Amélioration de la qualité de l'arachide Amélioration sur l'aflatoxine de l'arachide
Défis	<ol style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités Application de la technologie appropriée Accessibilité aux marchés pour l'arachide Sensibilisation Santé des consommateurs
Liste des principales activités requises pour la mise en œuvre du projet	<ol style="list-style-type: none"> Formation Renforcement et mise à l'échelle de la technologie disponible Evaluation de la technologie disponible Analyse coûts-avantages de la technologie Production et distribution d'aflasafe Cibler des zones écologiques pour l'application de la technologie Code de pratique de l'aflatoxine le long de la chaîne de valeur Engagement des médias pour la communication
Liste des principaux résultats et impacts attendus	<ol style="list-style-type: none"> Connaissances et compétences du développement le long de la chaîne de valeur Sensibilisation Adoption de la technologie appropriée Vulgarisation de la technologie disponible appropriée Amélioration de la santé et du revenu.

Partenaires clés nécessaires pour la mise en œuvre du projet	Comme indiqué dans le document du groupe précédent
Prochaines étapes pour le développement du projet (y compris, les réunions, le développement de documentation, etc.)	Un petit groupe de travail à choisir par le Secrétariat du PACA.

3. Le projet chaud - Intégration du contrôle de l'aflatoxine dans les principaux instruments politiques aux niveaux national, régional et continental

Titre du projet	<i>Le projet chaud - Intégration du contrôle de l'aflatoxine dans les principaux instruments politiques aux niveaux national, régional et continental</i>	
Objectif	L'intégration de l'aflatoxine dans ces instruments clés garantira que le profil de contrôle de l'aflatoxine sera élevé et hiérarchisé. Cela permettra d'assurer que l'atténuation de l'aflatoxine attire les ressources nécessaires pour relever les défis et des investissements pour profiter des opportunités pour améliorer la sûreté et la sécurité alimentaires de la nutrition, la santé humaine, et le commerce d'une manière durable	
Défis		
Liste des principales activités requises pour la mise en œuvre du projet	<ol style="list-style-type: none"> 1. Note conceptuelle 2. TDR pour un consultant 3. Recrutement d'un (de) consultant (s) pour développer la proposition 4. Préparation d'un document de projet 5. Validation du document 6. Approbation 7. Mobilisation des ressources 	
Liste des principaux résultats et impacts attendus	<u>Résultats</u> <ol style="list-style-type: none"> 1. Note conceptuelle 2. TDR 3. Document du projet 4. Accorder la priorité au Contrôle de l'aflatoxine dans les politiques clés identifiées 5. Disponibilité de moyens pour l'exercice d'intégration 	<u>Résultats escomptés de la mise en œuvre du projet</u> <ol style="list-style-type: none"> 1. Niveau d'exposition à l'aflatoxine pour les agriculteurs et le grand public minimisé 2. Accroissement des possibilités d'exportation de l'arachide aux marchés régionaux et internationaux 3. Réduction des pertes dues à la contamination à l'aflatoxine

	<p>Impact</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Une chaîne de valeur de l'arachide réorganisée 2. Réduction des décès de cancer causés par l'aflatoxine (HCC) 3. Accroissement des revenus du commerce régional et international 4. Réduction du coût économique / charge de l'aflatoxine sur le PIB 5. Amélioration de l'état nutritionnel de la population générale, y compris les enfants
Partenaires clés nécessaires pour la mise en œuvre du projet	<ol style="list-style-type: none"> 1. CUA/PACA, commission de la CEDEAO 2. Etats members de la CEDEAO 3. Donateurs 4. Consultants
Prochaines étapes pour le développement du projet (y compris, les réunions, le développement de documentation, etc.)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le PACA définira les prochaines étapes

4. Financement innovant du projet phare

Titre du projet	Financement innovant: Création d'un fonds spécialisé pour la modernisation de la chaîne de valeur l'arachide.
Objectif	Mobilisation de ressources pour aider à répondre aux contraintes de l'aflatoxine sur le développement de la chaîne de valeur de l'arachide (contrôle de l'aflatoxine)
Défis	
Liste des principales activités requises pour la mise en œuvre du projet	Préparer un plan d'affaires qui définit clairement les niveaux de financement, le type de financement et les grandes lignes des activités à financer.
Liste des principaux résultats et impacts attendus	Accroissement des investissements, de la productivité et du commerce dans le secteur de l'arachide.
Partenaires clés nécessaires pour la mise en œuvre du projet	Gouvernements, Groupements économiques régionaux, la Banque mondiale, IFC, USAID, GIZ, Melinda Gates, UE, autres partenaires au développement, acteurs clés du secteur privé.
Budget	50 millions USD: divisés en subventions; Prêts bonifiés, financement du commerce; garanties
Prochaines étapes pour le	Un petit groupe de travail à choisir par le Secrétariat du PACA.

développement du projet (y compris, les réunions, le développement de documentation, etc.)	
--	--

SESSION 8: Clôture

Au cours de la séance de clôture, trois représentants du secteur privé ont été invités à donner leurs avis sur l'atelier, avant les discours de clôture du représentant du Secrétariat du PACA, un panel de clôture des conférenciers provenant du secteur privé, la Commission de la CEDEAO, la Commission de l'Union africaine (CUA) et le représentant du gouvernement du Sénégal.

Réflexions des représentants du secteur privé

Mustapha a noté que la réunion a été enrichissante et que l'engagement a été élevé. Il a appris de l'atelier que le secteur privé devrait conduire les efforts visant à contrôler l'aflatoxine parce qu'il est le grand acteur. Dyborn a estimé qu'il y avait de la richesse, la diversité, des expériences et des compétences à l'atelier. Il a noté que les participants ont réuni des idées, et cela est démontré dans le nombre et la qualité des projets phares potentiels qui ont été développés. Les idées générées lors de l'atelier peuvent être mises en œuvre par tous les acteurs impliqués dans la chaîne de valeur de l'arachide, même si elles ne font pas partie des plus importantes. Victor a fait remarquer que lui aussi avait beaucoup appris, et a pris l'engagement de faire changer les choses. Il a noté qu'il y avait une énorme opportunité pour le secteur privé et que les sessions ont provoqué un changement de modèle des approches commerciales. Il a expliqué que l'interaction entre le gouvernement, les chercheurs, le secteur privé et la base de fabrication devrait être poursuivie et que les idées explorées renforceront davantage la chaîne de valeur. Il a noté que la suggestion concernant un organisme industriel similaire à l'American Peanut Council est une idée porteuse qui devrait être poursuivie. Comme le président du conseil d'administration de la Fondation d'arachide aux Etats-Unis comprend parfaitement les bénéfices et les avantages qu'une telle entité peut faire peser sur la politique en raison de l'influence de l'industrie.

Allocution de clôture du Secrétariat du PACA

Le Dr Amare Ayalew a prononcé une allocution de clôture au nom du Secrétariat du PACA. Il a noté que l'atelier était très interactif et participatif et que tout le monde a travaillé pour que l'atelier soit un succès. Il a apprécié la contribution de tous les participants. L'atelier a été significatif pour le PACA pour planifier des actions concrètes en vue de faire avancer la réorganisation du secteur de l'arachide. Ce secteur qui mérite plus d'intérêt, devrait fleurir pour être à la hauteur des grands pays.

L'atelier n'est pas terminé, car les idées et les domaines d'action proposés de l'atelier seront traduits en projets concrets à réaliser à travers un processus intégré et global. Il a conclu en remerciant les membres du groupe de travail de planification de l'atelier: L'Institut

L'atelier de Travail Regional sur la Modernisation des Chaines de Valeur de L'arachide
D'Afrique de L'ouest

international d'agriculture tropicale (Kenton Dashiell et Ranajit Bandyopadhyay); l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (Haile Desmae et Rajeev Varshney); Pan-African agrobusiness et Agro Industry Consortium (Cris Muyunda); l'Agence américaine pour le développement international (Seydou Samaké); CEDEAO (Ernest Aube); le Gouvernement du Sénégal (Coly); the Pico East Africa for facilitation; les membres du comité directeur du PACA; Janet Edeme (CUA). Il a, ensuite, présenté les prochaines étapes, qui sont décrites au tableau 9 ci-dessous.

Tableau 9. Les prochaines étapes après l'atelier

Quoi	Qui	Quand
Inclure les participants à l'atelier dans la liste communautaire du PACA	<i>Secrétariat du PACA</i>	3 septembre 2015
Afficher les exposés des participants à l'atelier sur le site web du PACA	<i>Secrétariat du PACA</i>	3 septembre 2015
Partager la liste des participants avec les participants	<i>Secrétariat du PACA</i>	16 octobre 2015
Résumé et communiqué de l'atelier	<i>PICO-EA et Secrétariat du PACA</i>	16 octobre 2015
Incorporer les résultats de l'atelier dans la révision de l'EACAP	<i>CEDEAO et Secrétariat du PACA</i>	31 octobre 2015
Partager les résumés des projets phares	<i>Secrétariat du PACA</i>	31 octobre 2015
Tenir une téléconférence ou d'autres mesures appropriées avec les chefs de file des projets phares	<i>Secrétariat du PACA et Chefs de file</i>	7 décembre 2015
Développer des notes succinctes sur les projets phares sélectionnés (dont le calendrier pour l'élaboration de propositions et le financement des projets))	<i>Institutions, chefs de file et Secrétariat du PACA</i>	A faire
Élaborer les plans d'investissement et des propositions de projets phares régionaux	<i>Institutions chefs de file, Institutions de soutien et Secrétariat du PACA</i>	A faire
Atelier de travail Afrique orientale et australe sur le renforcement de chaînes de valeur du maïs par le contrôle de l'aflatoxine	<i>Secrétariat du PACA</i>	2016 (deuxième trimestre)

Panel de clôture

Un panel représentant le secteur privé, la CEDEAO, l'Union africaine et le gouvernement du Sénégal a été constitué au cours de la séance de clôture. Les remarques des membres individuels sont résumées ci-après :

M. Klutse Kudomor, de Nestlé, a, au nom du secteur privé, remercié la CUA / DREA de diriger le PACA. Il a noté que de nombreux projets en Afrique traitent de la sécurité alimentaire et que la concentration sur la sécurité alimentaire et la qualité des aliments est énormément forte. Il a souligné la nécessité d'aborder le défi de l'aflatoxine à travers le prisme de la sécurité alimentaire, de sorte que l'examen porte sur la disponibilité et la sécurité alimentaires. L'aspect de la sûreté et de la sécurité alimentaires a une dimension de santé solide. Des mesures sont nécessaires pour s'assurer que les industries ne soient pas seulement compatibles mais doivent, également, créer une valeur pour la société et l'industrie. Cela nécessite l'adoption de moyens à coûts concurrentiels pour assurer la sécurité alimentaire (pas cher, disponible et abordable pour les agriculteurs). La formation des agriculteurs en matière de sûreté alimentaire et de sa relation avec la santé de leurs familles est essentielle à la fois aux agriculteurs et à l'industrie alimentaire.

M. Ernest Aubeé a, au nom de la Commission de la CEDEAO, remercié tous les participants qui ont pris part à la réunion. Il a apprécié le soutien et la participation active de la CUA à travers le secrétariat du PACA et d'autres intervenants qui travaillent sur le défi de l'aflatoxine. Il a assuré les participants que les décisions de l'atelier seront évaluées et mises en œuvre par la Commission de la CEDEAO. La Commission de la CEDEAO soutiendra les efforts de mise en œuvre du programme d'investissement agricole régional de la CEDEAO et du PDDAA. La Commission de la CEDEAO prépare une conférence pour évaluer la performance du programme. Elle s'engage à prendre des mesures concrètes dans deux domaines principaux: intégrer les décisions de l'atelier dans le processus politique au sein de la CEDEAO (i.e. le rapport de l'atelier sera transmis au Conseil des Ministres et à l'organe des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO pour avoir le soutien politique pour faire avancer le processus) et à mobiliser les ressources pour assurer le financement et le partenariat. Il a exhorté les institutions participantes à soutenir le PACA et accroître les investissements dans le contrôle et l'atténuation de l'aflatoxine en Afrique. En particulier, l'attention devrait être accordée au PACA pour assurer des bénéfices aux Etats membres et faire une différence dans la vie des agriculteurs, les consommateurs et l'économie. Traiter le problème de l'aflatoxine c'est veiller à ce que l'Afrique puisse exporter des produits sûrs, réduire l'exposition et fournir des aliments sains aux populations africaines. La CEDEAO validera le plan d'action de contrôle de l'aflatoxine pour l'Afrique de l'Ouest et tous les points proposés seront pris à bord par ce processus. Il a conclu en rappelant aux délégués de ne pas quitter l'atelier sans action et en remerciant le Président du Sénégal, qui est le président de la CEDEAO, et le peuple sénégalais pour leur hospitalité - Teranga!

La Dr Janet Edeme a, au nom de la CUA, fait observer que l'atelier a été un événement très productif dans les trois domaines qui ont constitué les objectifs de l'atelier et a remercié tous les participants au nom de la CUA. Elle a noté que la CUA continuera de soutenir les États membres. Elle a indiqué que le communiqué et le rapport de synthèse de la réunion seront présentés lors de la conférence inaugurale du Comité technique spécialisé (CTS) sur l'agriculture, le développement rural, l'eau et l'environnement les 5-9 Octobre 2015 à Addis-Abeba, en Ethiopie. Elle a noté que la CUA est heureuse de l'issue de l'atelier et affirmé qu'elle en informerait le Commissaire à l'économie rurale et l'agriculture. Elle a observé que les options de financement vont être très importantes pour les idées de projets. Elle a apprécié la participation active, les engagements, la passion et l'intérêt dont les participants ont fait preuve et les a exhortés à mettre en œuvre les actions et suivre les progrès réalisés

des actions. Elle a informé la réunion que le cadre des résultats du PDDAA élabore des indicateurs sur les engagements contenus dans la déclaration de Malabo, qui fait partie de la stratégie de l'agriculture de 10 ans et une partie de l'Agenda 2063 de l'UA. Le PACA comme sous-ensemble du PDDAA est l'un des programmes phares de l'Agenda 2063 pour la première décennie de l'Agenda 2063. Elle a conclu en remerciant les interprètes, le personnel du Secrétariat du PACA et le Meridian Institute.

Mme Soxhna Diop, parlant en tant que représentante du pays hôte, la République du Sénégal, a rappelé aux délégués que l'atelier a conclu un exercice stratégique sur la refonte de la chaîne de valeur de l'arachide en Afrique de l'Ouest. Elle a noté que lors de l'atelier, les participants ont revisité l'histoire, partagé des histoires réussies et les meilleures pratiques et identifié les résultats et les actions stratégiques en matière de politique, financement et technologie. Elle a exhorté toutes les parties prenantes à mettre en œuvre les actions identifiées. En conclusion, elle a remercié la CUA et le PACA pour l'organisation de la réunion au Sénégal, le pays de l'hospitalité, et a officiellement déclaré la réunion close.

Annexe 1: Liste des participants

First Name/Prenom	Last Name / Nom:	Email Address:	Organization / Organisation	Country / Pays:
Akande	Adebowale	A.Akande@cgiar.org	IITA	Nigeria
Wale	Adekunle	w.adekunle@gmail.com	Conseiller Spécial, cabinet du Président	Gambie
Adeniyi Adebayo	Ajayi	nijas4real@gmail.com	Secrétaire national Association des producteurs, transformateurs et agents de commercialisation d'arachide (NGROPPMAN)	Nigeria
Diana	Akullo	AkulloD@africa-union.org	Commission de l'Union Africaine	Ethiopie
Esso	Ama,	arspong@yahoo.fr		Togo
King-David Kwao	Amoah	kdkamoah@yahoo.com	Fédération des Producteurs Agricoles du Ghana (GFAP) Plateforme nationale des agriculteurs	Ghana
FALL	Assane	cayorcenter@yahoo.fr	SENSLO/TOUBA	Sénégal
Olusegun	Atanda	olusegunatanda@yahoo.co.uk	McPherson University/ African Society of Mycotoxicology (ASM)	Nigeria
Ernest	Aubee	aubee2008@yahoo.com	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	Nigeria
Amare	Ayalew	Amarea@africa-union.org	Secrétariat, du PACA Commission de l'Union Africaine	Ethiopie
Bèye	Babacar	bbeye@ita.sn	Institut de Technologie Alimentaire (ITA)	Sénégal
Samb	Babacar	bioscope@arc.sn	Cabinet BIOSCOPE	Sénégal
Segun	Babatunde	segun.babatunde@doreopartners.com	Doreo Partners	Nigeria
Diatta	Bacary	bacarydiatta@hotmail.com	Ministère du Commerce, du Secteur Informel	Sénégal
Ranjit	Bandyopadhyay	r.bandyopadhyay@cgiar.org	Institut	Nigeria

		rg	international d'agriculture tropicale	
Toure Aminata	Barry	barryaminatou@yahoo.fr/ aminatatoueba@gmail.com		Mali
Saidou Etienne	Bonkougou	bonkougou_etienne@yahoo.fr	INERA	Burkina Faso
ISSA	Boubacar	boubacar_issa@yahoo.fr	Directeur de la Normalisation, de la Promotion de la Qualité et de la Métrologie (DNPQM). Ministère des Mines et du Développement Industriel	Niger
CAMARA	Boulaye Dado	bcamara@suneor.sn	SUNEOR (Oil Company)	Sénégal
Lynn	Brown	lynnrbrown1@me.com		
Dyborn	Chibonga	DCchibonga@nasfam.org	NASFAM	Malawi
Wezi	Chunga-Sambo	Chungaw@africa-union.org	Secrétariat, du PACA Commission de l'Union Africaine	Ethiopie
Peter	Cotty	pjcotty@email.arizona.edu	USDA-ARS, University of Arizona, Tucson	USA
Quist	Cyrill	cyrothadquist@yahoo.co.uk	Ministère de l'Agriculture	Ghana
Kenton	Dashiell	K.Dashiell@cgiar.org	Institut international d'agriculture tropicale (IITA)	Nigeria
Ouattara	Diakalia	diakamad@yahoo.fr		Côte d'Ivoire
Papa Madiallacké	DIEDHIOU	anifane@gmail.com	Université Gaston Berger, Saint-Louis (UGB)	Sénégal
Soxhna	Diop	soxna19@gmail.com	Ministère de l'Agriculture	Sénégal
Sonny	Echono		Ministère de l'Agriculture	Nigeria
Janet	Edeme	EdemeJ@africa-union.org	Commission de l'Union Africaine	Ethiopie
Damilola	Eniayeju	deniayeju@gmail.com	Directeur de l'Agriculture, Ministère de l'Agriculture	Nigeria

Margaret	Eshiett	megesciett@yahoo.com	Organisation de normalisation du Nigeria	Nigeria
Chibundu	Ezekiel	Ezekielc@africa-union.org	Secrétariat, du PACA Commission de l'Union Africaine	Ethiopie
Issa FAYE	Faye	issafaye2001@yahoo.fr	ISRA/CNRA	Sénégal
Haji Slamatu J.	Garba	salamatujgarba@yahoo.com	Directeur Women Farmers Advancement Network (WOFAN)	Nigeria
Tetteh	Gbagidie	adano2001@yahoo.com	Association nationale des paysans et des pêcheurs du Ghana	Ghana
Gueye	Goule	goule.gueye@sodefitec.sn	Sodefitec	Sénégal
Goulé	Gueye	goule.gueye@sodefitec.sn	BAMTAARE Services, Groupe SODEFITEX	Sénégal
Maimuna	Habib	maimunahabib@gmail.com	Service de quarantaine des produits agricoles du Nigeria	Nigeria
Desmae	Hailemichael	H.Desmae@cgiar.org	ICRISAT	Mali
Jagger	Harvey	j.harvey@cgiar.org	Senior Scientist, ILRI (BecA-ILRI Hub)	Kenya
Orin	Hasson	Orin.Hasson@gatesfoundation.org	Bill & Melinda Gates Foundation	USA
Kerstin	Hell	k.hell@cgiar.org	Institut international d'agriculture tropicale /FAO/OMS codex trust fund	Bénin
Paul	Houssou	houssou02@yahoo.fr	Institut National des Recherches Agricole du Bénin	Bénin
Wade	Idrissa	idrissa.wade@gmail.com	ENSA/BIOSCOPE	Sénégal
Cissé	Issa	thiecisse82@yahoo.fr	COPROSA-Coopérative des Producteurs d'arachide et de maïs	Sénégal
Ousman M	Jarju	ousmanmjarju@gmail.com	Agent principal de recherche, Ministère de l'Agriculture	Gambie
Archileo	Kaaya	ankaaya@caes.mak.ac.ug	Makerere University	Ouganda

Jean	Kamanzi	jean.kamanzi@fao.org	(UNFAO)	Zimbabwe
Tchala	KAZIA	kaziatchala@yahoo.fr	ITRA	Togo
Nelson	Kennedy Olang'o Ojjo	nojjo@fara-africa.org	Forum for Agricultural Research in Africa (FARA)	Ghana
Richard	Kettlewell	rgwk@aol.com	Expert en traitement de l'arachide	Malawi
Henry Richard	Kimera	kimehenrich@gmail.com kimehenrich@yahoo.com	Consumer Education Trust (CONSENT)	Ouganda
Mr Mamadou	Konaté	madous400@yahoo.fr	IER Projet Gestion de l'aflatoxine dans l'arachide (GestAflAr)	Mali
Klutse	Kudomor	klutse.kudomor@gh.nestle.com	Nestlé Central & West Africa	Ghana
Fayinkeh	Mahamadou	mfayinkeh@yahoo.com	National Coordination of Farmers Association The Gambia (NACOFAG)	Gambie
Onica	Makwakwa	omakwakwa@consint.org	Consumers International	Afrique du Sud
Diawara	Mariatu	mrdiawara@yahoo.fr	WAAP programme de la productivité agricole en Afrique de l'Ouest)	Sénégal
DJATOITE	Minto	djatminto07@gmail.com	Ministère de l'Agriculture	Togo
Gaye	Mody	mody_gaye@yahoo.fr	DPV	Sénégal
Ekwa	Monono	ymekwado@yahoo.com	EKWA Farms CIG	Cameroun
Mike	Muchilwa	myrafiki2@gmail.com		
Lucy	Muchoki	Imuchoki@panaac.org/ info@panaac.org	Pan African Agribusiness and Agro Industry Consortium (PanAAC)	Kenya
COLLEY	Mustapha	mustco@qanet.gm	National Food Security for Marketing Corporation/GGC	Gambie
Cris	Muyunda	muyundac@yahoo.com	Pan African Agribusiness and Agro Industry Consortium	Zambie
Flaubert	Nana Sani	nana_sani@yahoo.fr	Union Africaine -	Cameroun

			Conseil Phytoprotection Interafricain	
Francis	Nang'ayo	f.nangayo@aatf-africa.org	AATF	Kenya
Joseph	Ndenn	josephndenn@gmail.com	IRIS consulting	Gambie
Abdou	Ndiaye	adndiaye@refer.sn	AGRA	Sénégal
Alpha Oumar	Ndoye	alphuse@yahoo.fr		Sénégal
Magatte	Ndoye	magatendoye@gmail.com	Ministère du Commerce, du Secteur Informel	Sénégal
Kassahun	Negash	kassahunnegash1994@gmail.com	AMREF	Ethiopie
Samuel	Njoroge	s.njoroge@cgiar.org	ICRISAT	
Brian	Nsofu	bnsouf@comesa.int	COMESA	Zambie
Victor	Nwosu	victor.nwosu@effem.com	Mars Inc.	USA
Folashade	Oluwabamiwo	oluwabamiwo.b@nafdac.gov.ng	NAFDAC	Nigeria
Paul	Omari	omari.paul@gmail.com	EatSafe Ghana	Ghana
Philip	Osano	philip.osano@picoteamea.org	PICO	Kenya
Robert	Ouma	robert.ouma@picoteamea.org	PICO	Kenya
Ernest Comlan	Pedro	lpenesco@yahoo.fr	Agro-Economiste Expert en Gouvernance et Politique Agricole Champion Société Civile CoP/UEMOA	Bénin
Rex	Raimond	RRaimond@merid.org	Meridian Institute	USA
James	Rhoads	jrhoads@uga.edu	Peanut & Mycotoxin Innovation Lab, University of Georgia	USA
Awuah	Richard	awuahrt@yahoo.com	Kwame Nkrumah University of Science and Technology	Ghana
Kaka	Saley	kakainran@yahoo.com	Responsable du Laboratoire de Technologie Alimentaire de l'Institut National de Recher che Agronomique du Niger(INRAN)	Niger
Seydou	Samake	ssamake@usaid.gov	USAID	Afrique de l'Ouest
Ibrahima	Sanou	sanouib1@gmail.com	Laboratoire	Burkina Faso

			national de la santé publique	
Kebba	Sarr	kebba.sarr@yahoo.com	Plant Protection Services	Gambie
Wim	Schipper	w.schipper@intersnack-procurement.com	Intersnack Group	Pays bas
Lamine	Senghor	laminesenghor@hotmail.com	Ministère de l'Agriculture, Sénégal	Sénégal
Mahlet	Sileshi	Sileshim@africa-union.org	Secrétariat du PACA Commission de l'Union Africaine	Ethiopie
Alinani	Simukonda	alinani@entrypointafrica.com	Entry Point Africa	Zambie
Winta	Sintayehu	Wintas@africa-union.org	Secrétariat du PACA Commission de l'Union Africaine	Ethiopie
Muctar	Sonko	sonkomuctarr@yahoo.com	Food Safety and Quality Authority of the Gambia	Gambie
Francois	Stepman	fstepman@gmail.com	PAEPARD	USA
Barbara	Stinson	BStinson@merid.org	Meridian Institute	USA
Abdoulaye	Sy	layesythies@yahoo.fr	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural	Sénégal
Florence	Temu	Florence.Temu@amref.org	AMREF	Ethiopie
Omar	Touray	omartouray@live.com	IRIS consulting	Gambie
Rita	Weidinger	Rita.Weidinger@giz.de	GIZ/African Cashew Initiative	Allemagne
Mme Farmata	Yaro	aignay@yahoo.fr	Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des Aliments	Mali
SANE		Sanambel@gmail.com	Sanambel Production et Distribution Ziguinchor	Sénégal

Annexe 2: Résultats attendus de l'atelier et idées de projets

Annexe 2(a): Résultats attendus de l'atelier

Discuter et convenir sur une principale attente dans cet atelier (utilisation des cartes bleues)
1) Identifier des incitations économiques claires pour les agriculteurs le long de la chaîne de valeur
2) Feuille de route intégrée de contrôle de l'aflatoxine pour avoir de l'arachide sûre, consommable et commercialisable
3) Trouver des solutions pragmatiques à travers un réseau dynamique
4) Plan d'action cohérent et coordonné
5) Le secteur privé conduit un plan d'action durable pour la gestion de l'aflatoxine
6) Harmonisation des normes et du PH
7) Stratégie nationale et régionale pour le contrôle de l'aflatoxine
8) Technologie pré et post- culture pour prévenir la contamination de l'arachide par l'aflatoxine
9) Meilleure coordination le long de la chaîne de valeur pour contrôler l'aflatoxine
10) Action menant à l'amélioration du GNU et de la valeur ajoutée
11) Plan stratégique clair pour l'atténuation de l'aflatoxine (l'accent mis sur clair)

Annexe 2(b): Liste des principales idées d'investissement ou de projets qui, une fois mis en œuvre, permettraient de résoudre radicalement le problème de l'aflatoxine face aux chaînes de valeur de l'arachide en Afrique de l'Ouest

Discuter et convenir sur une principale idée de projet ou d'investissement qui, une fois mis en œuvre, permettraient de résoudre radicalement le problème de l'aflatoxine face aux chaînes de valeur de l'arachide en Afrique de l'Ouest
1) Accroître la sensibilisation et utilisation de l'aflatoxine
2) Propager les BPA (bonnes pratiques agricoles) pour contrôler l'aflatoxine
3) Fournir des facilités de transformation avec un soutien analytique adéquat
4) Accroître le soutien politique dans la lutte contre l'aflatoxine
5) Investir dans les approches du bio-contrôle durable
6) Investir dans l'intégration et la mise à l'échelle des technologies/mesures prouvées de contrôle de l'aflatoxine
7) Etablissement d'un fonds spécial pour la chaîne de valeur des arachides
8) Développer une infrastructure de qualité pour la prévention et le contrôle de l'aflatoxine
9) Promouvoir des variétés résistantes, bio-contrôle aux niveaux régional et national
10) Différentiel du marché sur les arachides de meilleure qualité (mené par le secteur privé)
11) Concevoir une grande sensibilisation sur l'aflatoxine dans la chaîne de valeur de l'arachide
12) Fournir des équipements pour le contrôle de la qualité, dont la disponibilité de l'analyse rapide à grande échelle

13) Recueillir des données pour soutenir le processus HACCP

Annexe 3: Atelier sur la différenciation des intervenants

Catégorie des intervenants	No.	Commentaire/participant
Secteur privé	20	<ul style="list-style-type: none"> Le secteur privé reste faible dans la représentation Faible présence (environ un quart). Le PACA n'est plus une initiative gouvernementale, le secteur privé en fait partie.
Secteur public	40	<ul style="list-style-type: none"> Le secteur public représente la majorité des participants. La bureaucratie dans le secteur public entrave, parfois, alors on peut avoir besoin de quelques agriculteurs
Non public (e.g. OSC, ONG, donateurs, universitaires, chercheurs, etc.)	18	<ul style="list-style-type: none"> Nous devons inclure les agriculteurs en tant que catégorie spéciale
Agriculteurs	6	<ul style="list-style-type: none"> Les agriculteurs font partie du secteur privé, mais ils ont une faible représentation
Media	8	<ul style="list-style-type: none"> Secteur important pour la dissémination de l'information, la sensibilisation et l'éducation du public Les medias devraient, également, être impliqués comme participants et non pas uniquement comme reporters pour qu'ils puissent comprendre les questions.